ou les conséquences fatales de son entrée dans l'administration. Quand un pays est tombé, pour une cause ou pour une autre, dans la situation où l'Empire a trouvé le Mexique, la première chose à faire était d'y reconstituer l'autorité, de l'affermir et de l'enraciner, par la création d'intérêts matériels, dont la force et les moyens d'action viennent s'ajouter aux siens. Ces intérêts, en se développant, amènent une modification morale profonde, qui se produit pour ainsi dire spontanément, ne tarde pas à engendrer le besoin des droits politiques. C'est alors, qu'un peuple est mûr pour les institutions libérales. Il les comprend, les désire et sait en faire usage. Devancer l'heure, les lui donner alors qu'il n'en a pas l'intelligence et, par conséquent, n'en éprouve pas le besoin, c'est faire fausse route et compromettre le but auquel on aspire.

Les garanties sociales, l'égalité devant la loi, la sécurité des personnes et des biens, une justice incorruptible, voilà pour le présent tout ce qu'une immense majorité, la partie saine du Mexique demandait à l'Empereur. Le développement des intérêts matériels était le principal agent de la reconstitution du pays. Tout le monde est d'accord sur ce point; mais comment les libéraux auraient-ils pu prendre les moyens de consolider un ordre de choses en opposition avec leurs principes politiques? Cela n'était pas admissible. Aussi, leur mauvaise volonté jointe à leur incapacité leur firent avorter les bonnes intentions du souverain. On envisageait par le petit bout de la lorgnette les questions les plus urgentes;

on regardait où l'on mettait le pied; on ne regardait que là, au lieu de voir l'horizon et le but qu'il fallait atteindre. La prudence n'exclut pas l'audace; la réserve peut s'allier avec la décision. Laisser un champ en friche pour ne pas payer le salaire des laboureurs est une économie mal entendue. Prudence, réserve, économie étaient autant de prétextes aux yeux des conseillers de l'Empereur pour l'empêcher ou différer de faire le bien qui aurait demandé une application immédiate.

L'habileté politique et administrative consiste à diriger les affaires publiques de telle façon, que l'intérêt privé et celui de l'État soient les mêmes, au lieu d'être opposés l'un à l'autre. Le jour où ces deux intérêts sont d'accord, l'État est bien autrement servi et garanti qu'il ne saurait l'être par des employés rétribués. Au Mexique, le gouvernement paraissait voir dans chaque pétitionnaire une sorte d'ennemi duquel il fallait se méfier, auquel il fallait donner le moins possible, défendre pied à pied les avantages qu'il demandait, au lieu d'y voir un collaborateur indispensable dont on devait aider le travail et rendre le concours efficace.

Cette opposition et cette inertie vis-à-vis de tout ce qui pouvait relever le Mexique ont amené, je l'ai dit, un autre parti très-répandu: celui des interventionistes; c'est-à-dire de l'intervention française sans l'empire ou du moins sans l'empereur. Ce parti est formé de ceux qui craignaient le retour de l'anarchie et de tous les conservateurs mécontents du régime actuel. Cette nouvelle complication, en partie

expliquée par tout ce qui précède, mérite quelques développements pour l'édification de ceux qui ne connaissent pas la question mexicaine.

Avant l'arrivée de l'Empereur à Mexico, le parti purement interventioniste existait déjà. Des membres de l'assemblée des notables m'ont même affirmé que la majorité de l'assemblée était pour l'intervention française avec un prince ou un général français pour gouverner le Mexique; ils ont ajouté que sans notre ministre et le maréchal Forey qui s'y seraient opposés, le vote de l'assemblée eût été fait dans ce sens. A l'arrivée de l'Empereur, toutes les fractions du parti conservateur et même bien des libéraux se joignirent pour souhaiter la bienvenue au souverain, de qui ils attendaient la régénération du pays. La lassitude était si grande et le besoin du repos et de la paix se faisait tellement sentir, que la tâche paraissait facile. La question des registres civils et celle de la régularisation des titres des propriétés de main-morte vendues sous Juarez, étaient acceptées en principe, même par la portion intelligente du parti clérical. Elles froissaient les consciences, mais une fois que le souverain pontife les aurait acceptées, elles auraient été subies par amour pour la paix.

Les conservateurs, ayant préparé l'Empire et donné la couronne à l'archiduc Maximilien, s'attendaient à diriger, dans son ministère et ses conseils, la politique impériale, de manière à satisfaire les intérêts religieux et matériels de la nation. Ils étaient d'autant plus autorisés dans leurs espérances qu'ils constituaient la partie la plus respectable, la plus respectée, la plus influente et la plus considérable du Mexique. Puis, n'est-il pas rare de voir un prince repousser ses partisans et s'appuyer sur ses ennemis, en montant sur le trône? Aussi furent-ils stupéfaits de se voir écartés de tout emploi important, de tout poste de confiance et d'être remplacés par des hommes méprisables et méprisés, constituant une minorité infime, ayant déjà donné des preuves d'une insigne mauvaise foi, et dont l'administration devait être frappée d'une si déplorable stérilité. Comment s'étonner ensuite si les désaffections et les désertions devinrent si nombreuses dans le parti impérialiste, et si le parti interventioniste releva la tête. Ce qu'il y avait de plus fâcheux dans cette situation, c'est que l'Empereur l'ignorait complétement. Quand la vérité parvenait, par contrebande, jusqu'à Sa Majesté, l'entourage de l'Empereur ne manquait pas d'en détruire l'effet, en dénaturant les intérêts ou les intentions de la personne qui avait le courage de vouloir éclairer Sa Majesté sur le précipice vers lequel on l'entraînait.

La lettre de M. Antonio Moral, préfet politique du Michoacan, homme plusieurs fois millionnaire, jouissant de l'estime générale et d'une grande influence dans sa province, vient à l'appui de ce que j'avance. Cette lettre, dont l'authenticité fut niée par les intéressés, est la quatrième de ce genre qu'il a cherché à faire parvenir à l'Empereur; elle peint, en peu de mots, la situation, non pas du Michoacan, mais de tout le Mexique, non pas les sentiments d'un préfet, mais de tous les Mexicains honnêtes. La voici.

« La politique que Sa Majesté a bien voulu introduire dans son gouvernement n'a pas atteint le but élevé que se proposait Sa Majesté en l'adoptant. Bien au contraire, les populations ne l'ont vue qu'avec une grande méfiance, et la révolution avec un dédain prononcé. Le feu de l'enthousiasme une fois éteint, les populations sont retombées dans l'indifférence d'où elles passeront bientôt à des sentiments de haine contre le gouvernement. Le parti révolutionnaire, après avoir vu ses titres reconnus d'une manière explicite par Sa Majesté, méprise les concessions, parce qu'il ne les considère en bonne logique, que comme de justes réparations; il avance vers son but; rien ne l'arrête, et sans doute il triomphera dans ce département. Ce n'est pas qu'il soit fort par les armes; sa force consiste dans la faiblesse du gouvernement. Celui-ci n'a pas d'idée fixe; ses dispositions ne s'accordent pas entre elles; l'à-propos et l'unité d'action font en tout défaut; en un mot, señor, il y a désaccord entre l'intelligence supérieure qui dirige, la volonté ferme qui décide, et la main vigoureuse qui exécute. La conséquence inévitable de tout ceci c'est le chaos, et tel est l'état du département du Michoacan.

« Je viens donc, señor, offrir pour la quatrième fois ma démission de cette préfecture politique et je sens qu'il est de mon devoir, comme autorité et comme gentilhomme loyal, d'exposer tout ceci à Sa Majesté avec une entière franchise.

« Je prie Sa Majesté de vouloir bien accepter ma démission, ne fut-ce que pour m'affranchir du ridicule qui est le sort réservé aux fonctionnaires publics de ce malheureux département.

« Veuillez, etc.

« Morelia, 30 juin 1865.

« Antonio de Moral. »

Si l'Empereur avait eu des ministres de cette trempe pour l'éclairer sur la vraie situation du Mexique et sur le caractère des hommes que Sa Majesté ne pouvait pas connaître, on n'aurait pas à déplorer la perte du temps, des occasions, du sang et de l'argent qui devaient consolider l'Empire et n'ont servi à rien. Les partis affaiblis et fatigués par un demi-siècle de luttes, par le pillage continuel et des combats sans nombre, étaient assez disposés à se rallier au candidat élu par l'assemblée des notables. Ils demandaient seulement que celui-ci, laissant momentanément la politique de côté, s'appuyât sur la propriété, les capitaux et les intelligences nationales, pour pacifier le pays et développer ses institutions industrielles, commerciales et financières.

En disant qu'il fallait s'appuyer sur la propriété, c'est-à-dire principalement sur les conservateurs, je ne veux pas dire qu'il fallait introduire l'élément réactionnaire dans le gouvernement; non, c'eût été perpétuer l'état stationnaire du Mexique en matière de progrès; les cléricaux comme les *puros*, — libéraux, — étaient également dangereux, comme tout ce qui est excès. Mais comme il faut gouverner par un parti pour le pays, et non gouverner par le pays pour un parti, il fallait naturellement choisir

le plus fort, le plus honnête, celui qui donnait le plus de garantie d'ordre, de sympathie et de moralité.

La grande masse du pays ne participait aux luttes intérieures que pour en être victime et en souffrir. C'est elle qui appelait l'intervention de tous ses vœux. Tout ce qui possède, tout ce qui demande à son travail, à son industrie, à son commerce, ses moyens d'existence, en un mot, la population presque entière, étrangère aux luttes soi-disant politiques des gens qui se disputaient le droit de l'opprimer, soit au nom de la religion, soit au nom de la liberté, aurait vu avec inquiétude l'arrivée au pouvoir des réactionnaires aussi bien que des *puros*. L'intervention et la régence, tout en laissant vivre en paix les partisans de Juarez qui avaient promis de rester tranquilles, ne les employaient pas. Elles n'eussent pas voulu davantage subir les exigences du parti clérical.

Si les réactionnaires ou cléricaux sont conservateurs, les conservateurs ne sont pas tous réactionnaires, loin de là ; beaucoup d'entre eux sont progressistes. Du reste, il est un fait qu'il faut constater, et dont la portée n'échappera à personne. Les Mexicains de tous les partis sont religieux ou superstitieux ; ceux qui paraissent les plus indifférents ont un lambeau de religion qui provient, soit de l'habitude, soit de l'éducation, mais ce lambeau existe. Le libéral, à l'heure de l'*Angelus*, ôte son chapeau comme le conservateur, et lorsque la voiture qui porte le saint sacrement passe dans la rue, tous les deux se prosternent également.

Je suis personnellement hostile au clergé riche, parce que la richesse du prêtre est antichrétienne. Un prêtre riche, qui ne donne pas sa fortune aux pauvres et ne la dépense pas en bonnes œuvres, est un prêtre sans charité, sans zèle, et son ministère sera toujours stérile. Mais en politique, ce n'est pas une raison pour le dépouiller et se faire un ennemi du clergé. Sans faire du cléricalisme, le gouvernement impérial eût été très-habile de réparer une partie du mal fait par le gouvernement de Juarez à cette classe de la société dont l'influence au Mexique est incontestable.

La plupart des couvents avaient été détruits; les religieux et les religieuses réduits à la mendicité ; de jeunes filles, des orphelines avaient donné tout ce qu'elles possédaient pour vivre tranquilles dans une communauté. En les chassant de leur asile, on ne leur avait pas rendu leur dot; on les avait jetées dans la rue, sans aucune ressource pour gagner leur pain quotidien. Ne sachant pas travailler, elles n'avaient que deux routes à prendre pour ne pas mourir de faim, — la prostitution ou la mendicité. En présence de ces faits, je n'ai point trouvé ridicule la demande du souverain Pontife au gouvernement impérial, de rétablir une partie des couvents qui étaient la propriété légitime et le refuge de bien des citoyens mexicains des deux sexes. On aurait pu s'entendre sur ce sujet. Retrancher le superflu et conserver le nécessaire eût été plus libéral que de tout prendre et de ne rien rendre. Il est permis d'avoir des opinions politiques et religieuses les plus

exagérées, les plus absurdes même, mais il n'est jamais permis de faire une chose légale d'une injustice monstrueuse.

Les cléricaux et les conservateurs, désabusés et découragés, ont fait de l'abstention; sauf quelques exceptions, ils n'ont prêté leur concours ni aux libéraux, ni au gouvernement, mais il faudrait compter avec eux s'ils venaient à mettre l'Empire à l'index. Ce jour serait venu si le gouvernement n'avait pas changé de politique avant la fin de notre intervention.

Il est présumable que ce changement sera radical, mais je le crois tardif, c'est-à-dire inutile. Quoi qu'il en soit, les dernières conspirations auront finalement ouvert les yeux à l'Empereur sur la valeur morale de son entourage.

Le dimanche 15 juillet, disent les correspondances de Mexico, à quatre heures du matin, un fort détachement de troupes vint cerner la maison de l'un des principaux conjurés et y opérer une perquisition. Quarante-deux conspirateurs qui tenaient un conciliabule à ce moment furent arrêtés. Parmi eux se trouvaient les généraux Parra, Zamacona, Ramirez, Cruz, Kamphner, Echeverria et autres, ainsi que les PP. Chavarria et Ordonnez, ce dernier fils naturel de Santa-Anna, et plusieurs « hautes notabilités » civiles. Dans la journée du 17, un détachement de troupes impériales vint occuper le palais et procéder à l'arrestation de plusieurs hauts fonctionnaires impérialistes. Les conspirateurs furent envoyés dans le Yucatan, et l'Empereur déclara que

désormais les lois seraient strictement observées. M. Gutierrez de Estrada a fait démentir l'exactitude de cette correspondance. Les sentiments de ce personnage sont trop connus et trop respectables pour ne pas être respectés; son âme politique et religieuse doit beaucoup souffrir des dures vérités publiées sur le Mexique, et qu'on ne saurait plus cacher. Les fausses nouvelles fabriquées par les juaristes de New-York, acceptées naïvement par les journalistes européens, sont quotidiennes; mais il est superflu, ridicule même, de nier la situation que l'empereur Maximilien s'est faite au Mexique. Si la conspiration de juillet, telle que les correspondances l'ont détaillée, n'est pas exacte, la conspiration n'en est pas moins à l'ordre du jour, et les déportations au Yucatan, l'exil à l'étranger, sont continuels.

Je pourrais citer à M. Gutierrez de Estrada, des noms de ministres et de généraux qui trahissaient l'Empereur journellement, donnaient des renseignements à Regules et à d'autres dissidents, sur les mouvements de nos troupes; des hommes de la cour qui espéraient voir fusiller l'Empereur comme le fut Iturbide, et commettaient des infamies dignes des assises. Je pourrais lui raconter des choses qui l'étonneraient bien, sur la démoralisation de ses compatriotes, mais j'en souffre et je me tais. J'en dis assez comme cela pour le moment.

On dit que la dernière conspiration est la première cause du trouble apporté dans la raison de l'Impératrice; un peu de réflexion eût rendu cette leçon inutile. En effet, le seul parti opposé à l'œuvre de

l'intervention n'était-il pas le parti libéral? Cette opposition ne venait-elle pas de ce que nos baïonnettes apportaient avec elles des idées d'ordre et de moralité, inconnues jusqu'alors au Mexique? Comment prendre le bien d'autrui, si les prisons devaient s'ouvrir pour les voleurs de n'importe quelle classe de la société? Comment arriver à un poste honorable et bien rétribué, si l'intelligence et la capacité devaient seules l'obtenir? Comment se débarrasser d'un homme qu'on détrousse ou d'un ennemi, si la potence attend les meurtriers? Comment faire en quelques jours, en quelques mois, une fortune scandaleuse, si les transactions deviennent honnêtes et régulières? Il n'est donc pas étonnant que le parti libéral, d'abord abasourdi, sinon entraîné par la réception enthousiaste qui accueillit Leurs Majestés à leur arrivée, puis ressuscité par la bienveillance de l'Empereur, étant en possession du pouvoir, profita de cette situation pour paralyser les forces du parti impérial, développer le sien sur une vaste échelle, régner sans opposition et préparer la chute de l'Empereur.

Ceci me rappelle qu'un jour, à Mexico, j'entendis un éminent publiciste dire : « Le Mexique n'est pas un pays comme un autre, c'est un bagne; vouloir le gouverner à la mode européenne, c'est ne pas le connaître et ne vouloir rien en faire. Ce qu'il faut dans ce pays, ce sont des gardes-chiourmes, armés de gourdins, frappant fort et souvent. » Celui qui prononçait ce jugement humoristique réside depuis quatorze ans au Mexique, où sa connaissance pro-

fonde du peuple mexicain lui vaut une considération particulière. Sans faire litière des connaissances et de l'expérience d'autrui, je suis plus indulgent; je dirai seulement que c'était une erreur de prendre ce peuple au sérieux, au lieu de le prendre pour de grands enfants; voir dans ce pays des partis politiques ou de la politique dans les partis, c'est voir des étoiles en plein jour. Est-ce que la quantité des révolutions qui l'ont bouleversé, n'indique pas suffisamment que la politique est étrangère à ces révolutions? Un changement de gouvernement, était-ce autre chose qu'une brusque liquidation d'une maison en faillite? Ces changements ne s'opéraient-ils pas quelquefois sans tirer un coup de fusil?

Laissons donc la politique de côté, je le répète, ce peuple n'y comprend rien. Ce qu'il lui faut, c'est un gouvernement fort qui fasse respecter les lois, et se fasse craindre lui-même; il ne demande qu'une chose, c'est le repos public et le bien-être matériel; ce qu'il lui faut, c'est la civilisation par le travail, l'exploitation des ressources du pays, une émigration laborieuse qui consommera, fera circuler l'argent en développant le commerce et l'industrie et régénérera le sang mexicain. Pour le moment, politique, patriotisme, lois, sont autant de mots dépourvus de sens commun au Mexique. Le principal, c'est de faire de l'argent, n'importe comment, plus tard on verra; puis on se confessera à Pâques ou à la Trinité.

« L'Empereur, dit M. Corta, a voulu appeler les

Mexicains à délibérer sur leurs propres destinés. » C'est malheureusement logique, mais on a vu comment ils la faisaient belle, cette destinée. Laissez-les donc délibérer, et pendant ce temps agissez pour eux, mais en dehors d'eux, sinon, en attendant la fin de leurs délibérations, on ne fera rien, et la situation empirera tous les jours.

Tout est à créer dans cette vaste région, les sentiments comme les institutions. On y réussira bien vite en traitant les Mexicains avec tact, beaucoup d'énergie, et surtout en faisant appel à l'élément étranger. Les hommes instruits, intelligents et capables de rendre de grands services à leur patrie sont timides et fiers; il faut se les attirer et ne pas attendre que les nullités hardies aient pris les places. De l'aveu même des personnages mexicains les plus recommandables, les éléments d'une monarchie constitutionnelle font défaut au Mexique; on ne les y trouvera qu'après une longue tutelle administrative et politique. Les peuples comme les hommes ont besoin d'une éducation graduée, adaptée à leurs mœurs, à leurs habitudes, à leurs nécessités, les Mexicains n'en ont jamais eu. Sous la servitude espagnole comme dans leurs tourmentes révolutionnaires, ils n'ont eu ni les moyens ni le temps de s'instruire. Ils ne demandent pas mieux d'être instruits dans l'art de se gouverner soi-même et de montrer ce qu'ils seront capables de faire un jour, mais il faut leur en donner le temps et ne pas les brusquer par trop d'empressement.

J'ai plusieurs fois entendu des Mexicains, et surtout des Indiens, dire : « *El gobierno mexicano, areglado por los mismos Mexicanos, es la peor puercaria del mundo.* — Le gouvernement mexicain, dirigé par des Mexicains, est la pire saleté du monde. » Cela est vrai, mais une fois qu'on aura organisé leur armée, réformé leur administration et leurs idées religieuses, donné de l'entrain aux entreprises industrielles nationales et créé des routes, le Mexique marchera de lui-même; il suivra facilement le chemin tracé et fera même des progrès rapides dans la voie de la civilisation moderne.

Les critiques qui généralisent trop leurs jugements, qui enveloppent toutes les classes de la société mexicaine dans un même dédain, pourront me contredire, mais ceux qui ont, comme moi, beaucoup vu, beaucoup étudié, sans préjugé, sans parti pris, penseront tout bas ce que je dis tout haut. Comme eux, je flétris le vice, l'ignorance et l'orgueil stupides, j'arrache le voile mensonger qui couvre les laideurs et les plaies de ce peuple, mais il faut respecter ces hommes modestes, intelligents, honnêtes et laborieux, nobles ou plébéiens qui, ne pouvant rien pour le bonheur et l'affranchissement de leur patrie, gémissent sur ses égarements et cherchent dans l'agriculture, l'industrie ou la science, un élément à leur activité.

J'ai vu des propriétaires, des journalistes et des savants, pleurer de désespoir d'être obligés de se réjouir des succès de nos armes et de la mort de leurs compatriotes tombés sous nos balles. Devant des hommes pareils, il faut se découvrir, car

leur douleur est grande. — Ils sont rares, me dira-t-on, — vérité de M. de la Palisse. S'ils étaient communs, le Mexique ne serait pas ce qu'il est. Le diamant a-t-il moins de valeur parce qu'il ne court pas les rues?

Le prochain départ de nos troupes avait réveillé le patriotisme des uns, la crainte des autres, tous se retournaient vers le trône pour lui donner leur appui, lui demander la sécurité de leur vie, de leurs propriétés, tous faisaient ce qu'ils auraient fait il y a deux ans si l'Empereur s'était entouré de ses partisans et non de ses ennemis. La réaction devenait générale, elle donnait des espérances; aujourd'hui, la panique paralyse toutes les forces. La maladie de l'Impératrice a jeté le trouble et le découragement dans l'âme du souverain. De quel côté que se tourne le Mexique, il ne voit plus que des mains qui se retirent et des fers qui s'approchent. Qui le sauvera de l'esclavage révolutionnaire ou de la perte de sa nationalité menacée par les calculs odieux du gouvernement de Washington? Dieu seul peut à présent opérer cette délivrance. N'est-ce pas dire que le malade est à la dernière extrémité?

XII

Question mexicaine mal connue en Europe. — Exposition sommaire. — Politique américaine. — Tactique de M. Seward. — Doctrine Monroe, son origine, son application et ses conséquences. — Opinions des écrivains des États-Unis contre la doctrine Monroe et la politique de M. Johnson. — Opinions françaises sur la question mexicaine. — Embarras des États-Unis par rapport à cette question. — Opinions des Mexicains sur la situation actuelle. — Importance de notre expédition pour l'avenir de notre commerce et de notre influence. — Résumé.

Les discours des Chambres prononcés dans les trois dernières sessions, sur la question mexicaine, ont émerveillé tous les résidents du Mexique, étrangers et nationaux. Personne ne pouvait croire que ces discours, pour ou contre, soient pris au sérieux, lorsque chaque mois il arrive quarante mille lettres en Europe qui disent le contraire de ce qui a été dit pendant ces trois sessions. Quatre ou cinq orateurs qui ne connaissent pas le moins du monde le Mexique, ayant des renseignements incomplets, exagérés, et quelquefois faux, ont traité cette question